

Les défis du Second Sommet de la Terre de Rio de Janeiro

‘La main visible et ses cinq doigts’

Mots clés associés : histoire et concepts | gouvernance mondiale, mondialisation | contrat social | énergie | gouvernance internationale | planification démocratique | sécurité alimentaire | solidarité

Résumé

Reprenant en grande partie un texte publié dans la Revue brésilienne *Estudos Avançados*, cet article est consacré à la prochaine conférence des Nations Unies Rio + 20 de juin 2012. Après avoir souligné que nous nous trouvons à un carrefour de l'histoire, que nous sommes aujourd'hui entrés dans l'Anthropocène, une nouvelle ère géologique où les interventions humaines sont devenues prépondérantes et menacent les équilibres de notre écosystème Terre, Ignacy Sachs présente un ensemble de réflexions et de propositions autour de cinq axes, « la main visible et ses cinq doigts » : un contrat social renouvelé, une planification démocratique à long terme, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la coopération internationale.

Auteurs

Sachs Ignacy

Socioéconomiste, Ignacy Sachs est Directeur d'études honoraire à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, et fondateur du Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain (dont il fut le directeur jusqu'1997). S'étant partagé entre la Pologne, le Brésil, l'Inde et la France où il a créé et animé pendant 14 ans le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED), il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages traduits dans de nombreux pays. Il est consultant de plusieurs organisations internationales. Participant aux Conférences des Nations Unies de Stockholm en 1972 et de Rio en 1992, il a été à l'origine des concepts d'écodéveloppement et de développement durable.

Il est président d'honneur de 4D.

Texte

Le présent article de Ignacy Sachs a été traduit de l'anglais par Dominique Larré

En juin 2012, Rio de Janeiro recevra, pour la seconde fois en vingt ans, un Sommet de la Terre des Nations Unies, hommage au rôle important joué par le Brésil dans la recherche de stratégies de développement socialement "*incluant*" [1] et respectueux de l'environnement aux niveaux national et mondial. Le Brésil, avec l'Inde, sont les deux "*abre alas*" [2] du bloc des pays émergents, destinés à jouer un rôle de plus en plus significatif dans le système des Nations Unies, à condition d'arriver à établir un ordre du jour commun, peut-être sous l'impulsion de l'IBAS - le Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud, établi en 2003.

Un peu paradoxalement, les faiblesses de la zone Euro et les luttes politiques internes aux Etats-Unis donnent une chance aux pays émergents de s'affirmer comme acteurs importants aux Nations Unies.

Un autre groupement plus hétérogène, dont l'acronyme est BRICS, a pour but de rapprocher le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et plus récemment l'Afrique du Sud [3]. Cependant, les perspectives d'aboutir à une collaboration étroite entre ces cinq pays dépendront de leur capacité à surmonter d'importantes différences entre leurs régimes sociaux et politiques.

Pour leur poids relatif dans l'économie mondiale telle qu'on peut se la figurer dans le proche avenir, certes bien différente de celle du monde de l'après seconde guerre mondiale, on peut se référer à une projection récemment publiée par l'Economist Intelligence Unit.

En 2027, il est probable que la Chine deviendra la plus grande économie nationale du monde avec un PNB de 41 600 milliards de Dollars US, suivie par les États-Unis (31 130 milliards de dollars US), l'Inde (11 320 milliards de dollars US) et le Brésil (7 340 milliards de dollars US). Le Japon aura un PNB légèrement plus bas que le Brésil (7 270 milliards de dollars US). Les cinq pays suivants dans ce classement seront nettement distancés : 5,67 milliers de milliards de dollars US pour l'Allemagne, 5,47 pour la Russie, 4,98 pour la France, 4,38 pour le Royaume Uni et 3,87 pour le Canada [4].

Dans une telle perspective, le Sommet de Rio de 2012 sera confronté à deux grands défis étroitement liés :

- *La mitigation du changement climatique*, effet croissant des sources anthropiques – le réchauffement produit par les émissions massives de gaz à effet de serre avec ses conséquences néfastes sur le “vaisseau spatial Terre” et ses sept milliards d’êtres humains, aujourd’hui, et ses neuf à dix milliards dans la seconde partie du 21ème siècle ; les scientifiques du Groupe d’experts Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat (GIEC) sont catégoriques : la température moyenne ne devrait pas monter de plus de 2°C si nous voulons éviter une sérieuse catastrophe ;
- la nécessité de mettre fin au scandale des épouvantables inégalités de conditions de vie et de qualité de la vie, entre pays, et à l’intérieur même des pays, car dans ce fameux vaisseau spatial Terre il y a une très petite minorité de passagers qui occupent les cabines spacieuses et confortables, tandis que la plupart sont condamnés à mener une vie misérable dans la cale, travaillant dur pour survivre au jour le jour. Rappelons nous le chef-d’oeuvre de Fellini “*E la nave va*” !

Plus que jamais, il est temps d’apprendre à marcher sur deux jambes, en associant *justice sociale* et *prudence environnementale*.

En fait, il s’agit ici de trois sortes de justice : justice entre nations, et à l’intérieur des différentes nations ; justice entre les générations présentes et futures ; et enfin entre les êtres humains et les autres espèces vivantes. Une chose est sûre : “*il ne faut pas voir la justice distributive, l’équité, seulement comme un outil d’approche du développement durable, mais comme le coeur même du développement durable*” [5]. Les questions de justice environnementale affectent profondément le mode de création de la richesse et de son affectation. L’idée d’une citoyenneté mondiale, environnementale et planétaire signifie qu’il faut donner une chance équitable à tous les habitants (ou “membres de l’équipage”) présents et futurs du vaisseau spatial Terre.

Nous sommes encore loin d’avoir réalisé cet objectif. Pour l’atteindre, il faut passer par une porte étroite, peut-être même par le chas biblique de l’aiguille. Et pourtant, c’est un objectif possible, il n’y a pas de raison de partager la vision apocalyptique de Cassandre. Comme l’affirme le Président Obama, “*yes we can*”. “*Yes we still can*”, pourrait-on dire, “oui nous le pouvons encore” ? C’est que le temps nous manque pour parachever la nécessaire évolution des stratégies mondiales de développement. Pour comprendre les enjeux du Sommet de la Terre 2012 des Nations Unies, il faut replacer la conférence dans une double perspective historique.

Les contextes historiques

En ce qui concerne l’*histoire immédiate*, la Conférence “Rio + 20” suivra la Conférence de Stockholm, pionnière en 1972, elle-même précédée par le séminaire fondateur de Founex, tenu en 1971 [6], ainsi que la publication du best-seller de Barbara Ward et René Dubos, *Nous n’avons qu’une terre* [7], suivie enfin en 1992 par le premier Sommet de la Terre de Rio, ainsi que par la Conférence de Johannesburg en 2002. La Conférence de Stockholm a eu pour résultat durable le basculement d’un concept à deux dimensions de la socio-économie vers celui d’une éco-socio-économie à trois dimensions, pouvant être comparée au passage de la géométrie plane à la géométrie dans l’espace [8].

Plus importante encore est l’insertion du Sommet Terre de 2012 dans la longue durée, pour utiliser un terme cher à Fernand Braudel et aux historiens de l’École des Annales. Ce sera le premier à se tenir dans l’*anthropocène*, car elle sera sans doute précédée par la reconnaissance formelle et tardive de notre entrée dans cette nouvelle ère par la Commission internationale de stratigraphie.

Le concept d’anthropocène a été élaboré dans un article marquant de P.J. Crutzen et E.F. Stoermer, soulignant, à notre époque, le ‘rôle central de l’humanité dans la géologie et l’écologie’ [9].

En fait, c’est seulement maintenant que nous nous rendons compte que la révolution industrielle du 18ème siècle nous avait déjà propulsés dans l’Anthropocène. Pendant plus de deux siècles, d’une certaine façon, nous nous sommes comportés comme Monsieur Jourdain du *Bourgeois Gentilhomme* de Molière qui faisait de la prose sans le savoir.

Plus probablement, les historiens du futur considéreront l'entrée dans l'Anthropocène comme une fracture majeure, marquée par l'abandon de la dichotomie 'avant et après Jésus-Christ', dans la mesure où elle souligne la responsabilité humaine croissante dans l'évolution des conditions de vie sur le vaisseau spatial Terre, non seulement pour l'humanité elle-même, mais aussi pour les autres espèces vivantes [10]. Ainsi, quel que soit son résultat concret immédiat, le second Sommet de la Terre qui doit se tenir à Rio de Janeiro sera probablement reconnu à l'avenir comme un point tournant de la longue co-évolution de notre espèce avec la biosphère.

Le temps est donc venu d'assumer notre nouveau rôle de "généralistes", selon le néologisme proposé par Erik Orsenna [11], et de prouver que nous n'agissons plus comme des apprentis sorciers - rappelons-vous de l'illustration par Walt Disney de la partition musicale de Paul Dukas dans *Fantasia* !

L'humanité est à un carrefour. Si le réchauffement provoqué par les causes anthropiques n'est pas atténué à temps, nos descendants pourront être confrontés à des changements de climat nuisibles, ou même catastrophiques, menaçant jusqu'à la survie de notre espèce, sans parler de la probabilité de sensibles conflits sociaux et politiques, ni des guerres.

En revanche, si impérieuses qu'elles puissent être, il ne faut pas accepter les préoccupations environnementales comme des raisons de retarder la prise en compte des impératifs sociaux urgents. L'économie verte n'a de sens que si elle est socialement inspirée. Le compromis nécessaire entre les objectifs environnementaux et sociaux ne surgira pas de la « Main Invisible » - la libre interaction des forces du marché, qui par nature sont peu clairvoyantes, et insensibles à la dimension sociale. La période trouble dans laquelle nous pataugeons [12] en raison de contre-réformes néo-libérales, de la chute du mur de Berlin en 1989 et de l'implosion de l'Union Soviétique qui a suivi, nous montre, une fois de plus, que l'on ne peut plus compter sur la Main Invisible et sur le mythe des marchés autorégulateurs [13].

La Main Visible

Si nous voulons progresser vers des stratégies à long terme visant le bien de tous les compagnons de route humains et généralistes - présents et à venir - du vaisseau spatial Terre, nous devons nous tourner vers la *Main Visible* et ses cinq doigts : un *contrat social* renouvelé, une *planification démocratique* à long terme, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique (les deux piliers du développement intégrateur et durable) et la *solidarité internationale*.

Vers un nouveau Contrat Social

L'objectif majeur du développement à long terme, il faut le rappeler, devrait être la réduction des fortes disparités sociales qui règnent actuellement entre les nations et dans beaucoup de nations, tout en gardant à l'esprit la nécessité d'atténuer le changement de climat.

Les historiens spécialisés dans l'*histoire immédiate* ne nous ont pas encore livré une vision critique, exhaustive, du 'court vingtième siècle' et des deux terribles Guerres Mondiales [14] : la montée et la chute du socialisme en Union Soviétique, l'émergence des États providence dans les pays scandinaves et le New Deal aux États-Unis, ainsi que les divers modèles d'économie mixte dans les pays en développement.

Une étude de ce type contribuerait sans doute à l'élaboration de nouveaux paradigmes de planification démocratique et de gouvernance économique, et à la conception de stratégies de développement capables de donner aux générations présentes et futures une bonne chance de vivre pleinement leur vie en leur octroyant des conditions matérielles décentes, de pair avec l'exercice des libertés de base.

En particulier, on peut analyser les schémas du secteur public dans les économies en développement mixtes privées-publiques en utilisant deux modèles qui définissent l'éventail des possibilités : le modèle japonais de l'ère Meiji, dans laquelle l'État se limitait à jouer un rôle initial transitoire, et le modèle indien de Nehru, également connu comme le "schéma socialiste de société" [15]. Nous devrions ouvrir une discussion sur les "troisièmes voies" possibles, différant à la fois du capitalisme classique et du « socialisme réel » comme nous les avons connus, en se concentrant sur les économies mixtes publiques/privées avec un troisième secteur significatif d'économie sociale. Ni les leçons de l'histoire, ni la planification ne devraient être insérées de force dans le carcan des catégories héritées. Il y a au moins trois raisons de croire que l'avenir différera du passé : l'analyse *sine ira et odio* de l'expérience historique, le progrès scientifique et technique et la créativité humaine en général.

La question fondamentale est "Combien faut-il ?", *how much is enough* ?

Gandhi répondait "*needs, not greed*", "les besoins de tous, pas la cupidité" ; mais il ne faut pas pousser trop loin son postulat de simplicité volontaire. La surconsommation n'est pas un bon indicateur du bonheur. Mais nous devrions fournir un revenu raisonnable à chacun des neuf ou dix milliards d'êtres humains qui seront passagers du vaisseau Terre pendant la deuxième partie du siècle actuel, et leur garantir un niveau matériel de vie décent, étant entendu que l'objectif prioritaire est "une civilisation de l'être dans le partage équitable de l'avoir", selon Louis Joseph Lebret. Autrement dit, nous devrions apprendre à maîtriser notre propre consommation.

Comme il n'y a aucune raison de croire que nous avons épuisé le potentiel du progrès technique et d'une meilleure utilisation des énergies disponibles, il faudra de moins en moins de temps de travail de la société pour produire les biens matériels. La société pourra donc graduellement réduire la part relative du temps à attribuer aux activités de l'*homo faber*, laissant plus de temps pour celles de l'*homo ludens* [16]. En même temps, nous devrions veiller à ce que la durée du travail et les revenus du travail soient partagés de façon équitable entre tous les travailleurs potentiels, pour que soit éliminé le fléau qu'est le chômage [17].

Les possibilités d'activités culturelles et ludiques sont infinies, à condition d'apprendre à bien et agréablement utiliser le temps de travail libéré. Keynes avait raison de nous mettre en garde, dès 1930, contre la "crise de nerfs générale" qui pourrait être causée par une modification si fondamentale du tissu social [18]. Prenons pour exemple une tribu d'une île du Pacifique dans laquelle les meilleurs artistes s'affrontaient lors d'une compétition pour le plus beau dessin sur le sable humide de la plage, voué à disparaître avec la prochaine marée. Il n'y a pas de meilleur exemple de désintéressement matériel. Pour progresser vers une société mondiale moins polarisée, il nous faut réactualiser les réformes sociales et institutionnelles qui n'attirent plus l'attention qu'elles méritent dans les ordres du jour nationaux et internationaux. Les réformes agraires inachevées appartiennent certainement à cette catégorie, ainsi que les réformes fiscales urgentes. L'expérience du New Deal aux États-Unis est à réexaminer dans ce dernier contexte.

Un retour à la planification

La planification, enfant de l'économie de guerre [19], a prospéré à l'âge du 'bouliver'. Paradoxalement, elle est mal-aimée à l'âge de l'ordinateur. Cela pour deux raisons : le mythe de la "main invisible" qui est commode pour le capitaliste et, dans le passé, la relation douteuse entre la planification et les régimes autoritaires.

Dans son essai *L'île aux cannibales* [20], Nicolas Werth décrit la tentative par les autorités soviétiques de peupler une île au milieu d'une rivière sibérienne avec des prisonniers saisis au hasard dans les rues de Moscou et abandonnés dans un milieu hostile sans équipement et sans conseils techniques adéquats. Les planificateurs étaient impatients d'incorporer de nouveaux territoires dans l'économie soviétique. En fait ils ont fini par provoquer un retour au vrai cannibalisme, nous rappelant l'œuvre satirique de Swift [21].

Cependant, comme le rappelle justement Anatol Rapoport [22], nous sommes la seule espèce vivante capable d'imaginer et d'anticiper les alternatives du futur, et, par conséquent, de planifier, si nous acceptons la définition modeste de "planifier" par M. Kalecki comme "penser en termes de variantes".

Nous ne sommes pas, ni ne serons un jour "maîtres de la nature", comme Descartes aimait à nous faire croire. Les désastres nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima d'une part, les tsunamis, les typhons et autres catastrophes naturelles d'autre part, devraient nous enseigner la modestie. Ma préférence va à un autre philosophe du dix-septième siècle, Blaise Pascal, qui comparait l'homme à un *roseau pensant*, capable d'une stratégie double : pencher sous le vent dans une *posture réactive*, et prendre aussi une *posture proactive*, pour déjouer la nature.

La planification démocratique, fondée sur un échange à quatre voix entre planificateurs, entrepreneurs, travailleurs et société civile organisée, et s'appuyant sur l'utilisation des ordinateurs, doit reposer fermement sur le trépied des objectifs sociaux et éthiques, de l'écoconditionnalité et de la viabilité économique, cette dernière étant la condition *sine qua non* pour que les choses qui comptent se produisent.

La planification nécessite un processus itératif faisant intervenir les acteurs au niveau local, régional, national et international. Il est important, d'une part, que ce processus intègre les concepts d'*empreinte écologique* et de *biocapacité*, en distinguant nettement les pays qui sont débiteurs de biocapacité et ceux qui sont *créditeurs de biocapacité* [23] ; et d'autre part, la définition de possibilités de travail décent, selon les propositions de l'OIT, comprenant l'emploi salarié et l'exercice d'une activité indépendante, cette dernière particulièrement importante dans les sociétés rurales.

Au niveau local, si l'on revient à l'exemple de la révolution française, il faut commencer par la rédaction de *cahiers de doléances* : une liste complète des priorités sociales à prendre en compte, avec l'identification des ressources locales latentes à explorer, des insuffisances ou goulots d'étranglement à remédier ; et les éléments critiques qu'il est nécessaire d'amener de l'extérieur : les connaissances, l'équipement et les finances.

Les planificateurs ne sont pas d'accord sur l'horizon temporel de la planification à long terme. Plus la période envisagée est longue, plus les marges de liberté, mais aussi l'incertitude, sont grandes. Vingt ans semblent un choix raisonnable, avec la possibilité d'étendre plus loin certaines projections, afin d'identifier les points de rupture qui apparaissent.

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire et la sécurité énergétique devraient être considérées comme les deux piliers des stratégies de développement socialement intégratrices, durables et respectueuses de l'environnement.

Même si nous acceptons l'idée d'une stabilisation de la population mondiale vers la moitié du 21ème siècle, il faudra trouver

comment fournir assez de nourriture et une vie raisonnablement confortable à plus de 9 milliards d'êtres humains. Pour cela nous comptons sur le progrès des révolutions *verte et bleue* en prenant garde à leur interface commune et à leur dissémination dans tous les continents.

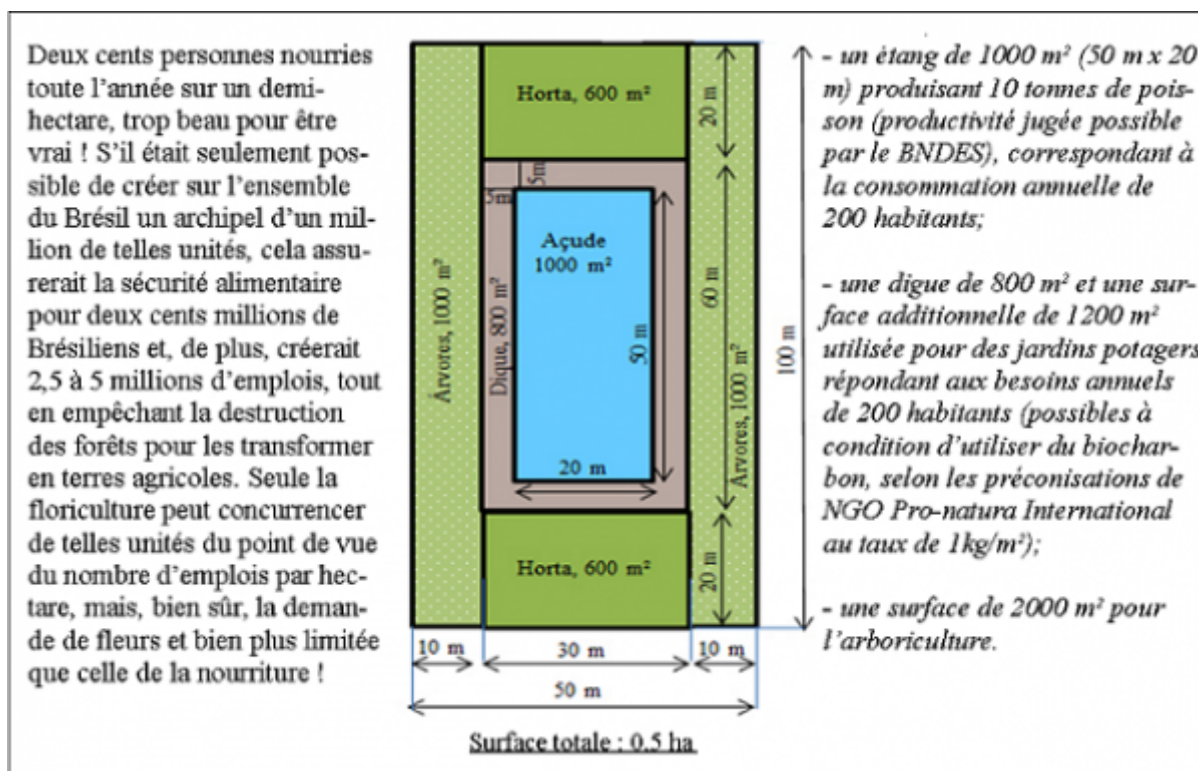
Plutôt que de s'en tenir à la révolution verte élitiste telle qu'elle était initialement proposée par N. Borlaug, basée sur l'utilisation massive de semences sélectionnées, d'engrais et d'eau, il faut que nous progressions vers une "evergreen revolution", une "révolution doublement verte", comme la préconise l'agronome indien M.S. Swaminatan [24], et dirigée vers les petits paysans qui représentent toujours la majorité des populations rurales des pays en développement [25].

En outre il nous faut limiter l'impact dévastateur sur les forêts de l'élevage bovin extensif, en ayant recours à un élevage mieux intégré à la petite agriculture familiale et favorisant la substitution à la consommation de viande celle de poisson provenant de la pisciculture.

La pisciculture a un grand avenir dans la région amazonienne, le Mato Grosso Pantanal, sans parler de la côte atlantique, tant qu'une solution satisfaisante ne sera pas trouvée pour le transport du poisson à grande distance, plus efficace que le transport routier, et moins chère que l'avion. Devrait-on donner une deuxième chance au dirigeable, maintenant qu'on peut aujourd'hui le remplir de gaz non-inflammable ?

Ceci nous conduit à souligner l'importance des *unités de production intensive combinant horticulture, pisciculture et arboriculture* inspirées par les systèmes de *digues de retenue* de la Chine du Sud [26], mises à jour et adaptées aux différents contextes brésiliens : les "igarapés" amazoniens, les lacs naturels et artificiels producteurs d'hydroélectricité, les étangs et "acudes", ainsi que les zones côtières, en particulier les lagunes derrière les récifs.

Le schéma suivant illustre une telle unité :



En tout cas, nous n'en sommes pas là, et nous devrions évaluer de façon réaliste la perspective de progresser selon ces principes. Mais le défi en vaut la chandelle. Le Brésil et l'Inde, redisons-le, les *abre-alas* du bloc des pays émergents, ont une responsabilité conjointe dans ce sens.

Sécurité énergétique

L'énergie est cruciale pour le développement dans la mesure où elle multiplie la productivité du travail humain. La révolution industrielle a été basée sur une large utilisation de la houille, et plus tard du pétrole et du gaz trois énergies fossiles responsables de l'émission du dioxyde de carbone, cause du réchauffement climatique. C'est la raison pour laquelle nous devrions réduire et même progressivement interdire l'utilisation des énergies fossiles, avant même qu'elles soient entièrement épuisées [27].

Heureusement, nous pouvons passer à tout un éventail d'énergies alternatives : l'énergie solaire, l'hydroélectricité, l'énergie éolienne et la biomasse, chacune présentant des avantages et des obstacles à surmonter.

Quatre remarques s'imposent à ce sujet :

- la stratégie énergétique devrait aborder trois questions interconnectées : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, et seulement alors les *sources alternatives d'énergie* [28].
- la consommation prodigue d'énergie peut être freinée, et l'efficacité nettement augmentée ;
- le recours à la bioénergie nécessite une évaluation prudente du conflit potentiel entre la production alimentaire et celle d'énergie. Ce conflit peut être évité si ce sont des résidus de la production alimentaire qui sont employés comme matières premières pour la production d'énergie (éthanol de cellulose, biogaz de bouse de bovins, etc.) De plus, les pays comme le Brésil ont assez de terres agricoles disponibles pour pouvoir pendant un certain temps développer à la fois la production alimentaire et bioénergétique, à condition que ce ne soit pas aux dépens des forêts existantes. Ces dernières doivent être conservées en tant que puits de carbone, sans parler de leurs autres utilisations économiques possibles. Les algues provenant de la mer ou d'eau douce sont aussi une source potentielle de bioénergie. Les denrées alimentaires, les aliments pour animaux, les engrais, les fibres (représentant toutes sortes de matières premières industrielles), les combustibles et les forêts sont les six utilisations potentielles de la biomasse, à articuler dans tout le plan de développement ;
- le "pacte Faustien" - recourir à l'énergie nucléaire - pose un sérieux dilemme. Il ne produit pas d'émissions de dioxyde de carbone, mais il n'est pas sans présenter le risque d'accidents très improbables ; mais très graves (voyez Tchernobyl et Fukushima), sans parler du danger de la prolifération des armes nucléaires. C'est pourquoi certains pays ont récemment pris la sage décision d'éliminer progressivement la production d'énergie nucléaire [29].

Coopération internationale : Quo vadis Nations Unies ?

Le second Sommet de la Terre de Rio est à voir essentiellement comme une *conférence-feuille de route*, visant à aider les pays membres des Nations Unies à redéfinir leurs stratégies à long terme, afin d'assurer avant 2050 des conditions de vie décentes aux neuf milliards d'êtres humains, tout en atténuant le néfaste changement climatique.

Le système des Nations Unies a un rôle majeur à jouer.

D'une part, il doit parvenir à augmenter considérablement sa participation financière à l'aide aux pays les moins développés pour leur développement socialement incluant et respectueux de l'environnement. Pour cela, les Nations Unies pourraient compter sur les financements suivants :

- une contribution des pays développés à un Fonds de Développement des Nations Unies, en revenant à l'engagement souvent discuté mais jamais mis en oeuvre d'attribuer à cet effet 0,7 % de leur PNB [30] ;
- les recettes de la taxe Tobin sur les spéculations financières ;
- une taxe carbone visant la réduction des émissions de carbone et utilisée pour financer des projets qui y contribuent ;
- des péages sur les océans et l'air comme droits d'utilisation de l'héritage commun de l'humanité, avec la possibilité d'en exempter à certaines conditions les navires et les avions des pays les moins développés ;

Il est difficile de fixer des objectifs quantitatifs mais il ne devrait pas être impossible de viser les deux pour cent du PNB mondial, un très haut montant certes, mais justifié s'il pouvait être utilisé à augmenter l'investissement productif et les dépenses sociales dans les pays en développement [31].

D'autre part, le système des Nations Unies devrait utiliser son expertise et ses compétences en organisation afin de créer des *réseaux internationaux pour la coopération scientifique et technique entre pays partageant des biomes semblables*, plutôt que d'utiliser la proximité géographique comme critère. Ceci demandera une importante réorganisation des organes affiliés à l'ONU, et en particulier une coopération bien plus étroite entre les commissions régionales (CESAP, CEPAMC, CEA, CEE), les institutions spécialisées (FAO/OAA, ONUDI, UNESCO), le PNUD et les institutions financières (la Banque mondiale, les banques régionales et nationales de développement), autour de *programmes orientés par biome* pour les tropiques humides, les régions semi-arides, les savanes et les *cerrados*, les régions tempérées, etc. Sans oublier l'interface essentielle entre les écosystèmes aquatiques et terrestres dans lequel interagissent les révolutions verte et bleue dans les unités intensives de production décrites plus haut, combinant l'horticulture, la pisciculture et l'arboriculture.

C'est un grand défi certes, qui ne pouvait pas vraiment être traité pendant les quelques mois précédant la conférence Rio+20. C'est pourquoi celle-ci ne doit être essentiellement qu'une conférence *feuille de route* définissant des objectifs et un calendrier pour d'autres réunions de travail. En particulier les pays membres des Nations Unies devraient être invités à présenter dans un délai de deux ou trois ans des plans de développement à long terme contenant les informations nécessaires sur l'empreinte écologique, l'utilisation de la biocapacité et les objectifs sociaux, particulièrement ceux qui visent la création d'emplois décents. Les débiteurs écologiques devraient être encouragés à réduire leur empreinte, tandis que les crédettes écologiques devraient être aidés à faire meilleur usage de leur biocapacité. Une autre question urgente est le choix des paradigmes énergétiques.

En parallèle, les Nations Unies devraient faire progresser la capacité internationale de financer le développement et de mettre en place un réseau collaboratif visant à créer et à mettre en oeuvre des stratégies de développement fondées sur les biomes, qui exigent des liens Sud-Sud bien plus proches et la *collaboration le long des parallèles plutôt que le long des méridiens*.

Ainsi, les conditions seraient créées pour avancer à l'étape suivante de la coopération internationale : identifier les synergies qui

peuvent être créées par l'ajustement mutuel des plans nationaux de développement, l'ouverture de nouvelles occasions de commerce et d'échanges scientifiques et techniques, partiellement financées par des sources internationales et assistées par le réseau des institutions des Nations Unies.

Il nous a fallu plus de deux siècles pour reconnaître l'aube d'un nouvel âge. Nous devons maintenant accélérer l'allure des transformations nécessaires afin de rattraper le retard et de réussir notre entrée dans l'Anthropocène.

Ignacy SACHS

Notes

[1] Je préfère le terme utilisé par A. K. Sen, "inclusionary" à "inclusive", pour raisons évidentes : inclusionary dénote un mouvement.

[2] *Abre-alas* sont les danseurs qui ouvrent la parade des orchestres de rue brésiliens du carnaval.

[3] Ce groupe représente 40% de la population mondiale, 18% du commerce extérieur mondial et environ 45% de la croissance actuelle de l'économie mondiale. Les valeurs cumulées des PNB du BRICS s'élèvent à 12 000 milliards de dollars, à comparer avec 15 000 milliards de dollars pour les Etats-Unis (source : xinhua.com, 18/04/2011). Le BRICS a tenu un sommet à Sanya (Chine) en avril 2011 et à cette occasion a formulé un Plan d'action assez général posant les bases de la coopération du BRICS dans le domaine économique et d'autres domaines, y compris, parmi les propositions nouvelles à explorer, la faisabilité de coopérer dans le domaine de l'économie verte (source : *International Business Times*, Hong Kong, 15/04/2011 ; ibtimes.com).

[4] *Folha de São Paulo*, 28/08/2011.

[5] Voir Chukwumerije Okereke, "*Justice Must Be Reinstated at the Centre in the Quest for New Green Global Economy*", Outreach, (www.stakeholderforum.org), 16/12/11.

[6] Voir *Development and environment - Développement et Environnement* - Rapport et documents de travail d'un groupe d'experts réuni par le Secrétaire Général de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (Founex, Switzerland, June 4-12, 1971). La Haye ; Paris, Mouton, 1972.

[7] Barbara Ward & René Dubos, *Only One Earth : The Care and Maintenance of a Small Planet*, United Nations Conference on the Human Environment, New York : W W Norton & Co, 1972. ; *Nous n'avons qu'une terre*, Ed. Denoël, Paris 1972.

[8] Voir Ignacy Sachs, *Rumo à ecossocioeconomia. Teoria e prática do desenvolvimento*, organizado por Paulo Freire Vieira, São Paulo : Cortez Editora, 2006.

[9] Paul J. Crutzen & Eugene F. Stoermer "*The 'Anthropocene'*", *Global Change Newsletter* - The International Geosphere-Biosphere Programme (IGBP) : A Study of Global Change of the International Council for Science (ICSU), n°41, May 2000.

[10] Voir sur ce point le précieux livre de Hans Jonas, *The Imperative of Responsibility : In Search of Ethics for the Technological Age*, Chicago : University of Chicago Press, 1984 [1979].

[11] Erik Orsenna, *Portrait du Gulf Stream. Éloge des courants : promenade*, Paris : Éditions. du Seuil, 2005.

[12] Les leçons enseignées par Keynes ont été oubliées, semble-t-il, et de nouveau c'est l'austérité budgétaire que l'on croit être un chemin pour sortir de la crise, perspective angoissante ! Voir sur ce point Martin Wolf, "En route vers la récession", *Le Monde*, 20/12/11. Selon cet auteur, très probablement, l'orgie des mesures d'austérité annoncées entraînera des récessions structurelles durables dans les pays les plus vulnérables.

[13] Nous ne pouvons pas non plus avancer plus loin sans citer l'urgence d'une réduction des dépenses militaires. Les Etats-Unis ont dépensé 750 milliards de dollars pendant les 3196 jours de la guerre et de l'occupation en Irak, 250 millions de dollars par jour. Il n'est pas étonnant que *Le Monde* ait appelé l'intervention US en Irak « le plus grand fiasco international des Etats-Unis au cours des trente dernières années ». Voir "Cahier du Monde - L'Irak après le retrait" no. 20814, *Le Monde*, 22/12/2012.

- [14] Voir Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes : The Short Twentieth Century, 1914-1991*, London : Penguin Books, 1994.
- [15] Voir ma thèse de doctorat soumise à la Delhi School of Economics, Université » de Delhi en 1960, et publiée sous le titre : *Patterns of Public Sector in Underdeveloped Economies*, New Delhi : Asia Publishing House, 1964.
- [16] Voir Johann Huizinga, *Homo Ludens, Essai sur la fonction sociale du jeu*, [1938], Paris : Editions Gallimard, Poche, Collection TEL, 1995
- [17] Guy Aznar, *Travailler moins pour travailler tous*, Paris : Syros, 1993.
- [18] Voir John Maynard Keynes, "Economic Possibilities for our Grandchildren" [1930], dans *Essays in Persuasion*, New York : W.W.Norton & Co., 1963, pp. 358-373.
- [19] Par analogie, l'économiste polonais bien connu Oskar Lange définissait le développement comme une guerre contre le retard.
- [20] Nicolas Werth, *L'Île aux cannibales*. 1933, une déportation-abandon en Sibérie, Paris : Perrin, 2006.
- [21] Jonathan Swift, *For Preventing the Children of Poor People in Ireland from Being a Burden to their Parents or Country, and for Making Them Beneficial to the Public*, 1729.
- [22] Anatol Rapoport, *Conflict in Man-made Environment*, Harmondsworth : Penguin Books, 1974.
- [23] Voir le rapport annuel du Global Footprint Network, 2010 *Annual Report*, <http://www.footprintnetwork.org>. En 2011, la population mondiale était globalement débitrice, ayant dépassé la biocapacité disponible de 35%.
- [24] La Fondation de Recherche M S Swaminathan est une référence en ce qui concerne l'agriculture durable et le développement rural (<http://www.mssrf.org/bd.html>).
- [25] Voir sur ce point, Michel Griffon, *Nourrir la planète*, (Paris : Odile Jacob, 2006). Bruno Parmentier oppose les deux révolutions vertes dans les termes suivants : « Là où la 'révolution verte' cherchait à artificialiser le plus complètement possible le milieu naturel, la 'révolution doublement verte' vise à inscrire le système productif au sein des écosystèmes. La première « force » la nature via le recours massif à des intrants, la seconde l'« accompagne » en recherchant un équilibre entre potentiel interne et apports extérieurs ; la première spécialise les productions, la seconde les diversifie pour qu'elles se renforcent mutuellement ; la première recherche une protection absolue de la production via l'éradication complète des maladies et des ravageurs, la seconde compose et gère le système pour contenir ces envahisseurs. ». Bruno Parmentier, *Nourrir l'humanité - Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au 21e siècle*, (Paris : La Découverte, 2007), p. 160.
- [26] Voir Kenneth Ruddle & Gongfu Zhong, *Integrated Agriculture-Aquaculture in South China : The Dike-Pond System of the Zhujiang Delta*, (Cambridge : Cambridge University Press, 1988).
- [27] Ceci ne revient pas à s'abstenir d'explorer les réserves pétrolières offshore 'pré-sal' du Brésil. Cependant une attention extrême doit être portée à la prévention des accidents potentiellement dangereux pour l'écologie. En revanche, le pétrole 'pré-sal' devrait être taxé, pour financer la réduction progressive future des énergies fossiles.
- [28] Voir Benjamin Dessus, *Scénario négaWatt 2011*, Association négaWatt, octobre 2011 (www.negawatt.org).
- [29] Pour une évaluation critique de l'énergie nucléaire, voir Benjamin Dessus & Bernard Laponche, *En Finir avec le Nucléaire - Pourquoi et Comment*, Paris : Éditions du Seuil, 2011. Le candidat du parti socialiste à la présidence française, François Hollande, propose de réduire la part relative de l'énergie nucléaire de 75% à 50% en 2025 (*Le Monde*, 17/12/2011). Le parti Vert français est favorable à une élimination progressive totale de l'énergie nucléaire.
- [30] En 2007, la contribution de l'OCDE était de 0,28%. Seuls cinq pays ont contribué plus que l'objectif de 0,7% : la Norvège (0,95%), la Suède, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Danemark. La contribution française a été de 0,38%. Voir Philippe Laget, *Les chiffres d'une planète de fous... ou de l'urgence d'un développement durable*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'aube, 2009, p. 16.
- [31] En 2010, le PNB mondial a atteint 62 000 milliards de dollars US.
-

Bibliographie

Pour en savoir plus

- Comeliau Christian, *L'économie contre le développement ? pour une éthique du développement mondialisé*, L'Harmattan, 2009
 - Radanne Pierre, *Énergie de ton siècle ! Des crises à la mutation*, Éditions Lignes de repères, novembre 2008
 - Sachs Ignacy, *Back to the Visible Hand : The Challenges of the Second Rio de Janeiro Earth Summit*, Estudos Avançados, décembre 2011
 - Les travaux du Collectif français de la société civile 'Rio + 20'
 - Son blog : <http://collectif-france.rio20.net/>
 - Réseaux sociaux :
 - https://twitter.com/Collectif_Rio20
 - [http://facebook.com/Collectif4Rio + 20](http://facebook.com/Collectif4Rio+20)
 - Le site des Nations Unies : <http://www.uncsd2012.org>
 - Le Portail de Rio + 20 Sommet des peuples : <http://cupuladospovos.org.br/>
-

Lire également dans l'encyclopédie

dans l'encyclopédie

- * Alain Lipietz, *La crise du modèle libéral-productiviste*, N° (153) , décembre 2011.
 - * Alain Lipietz, *Peurs et espoirs : alternative à la crise du modèle libéral-productiviste, feuille de route pour un Green Deal*, N° (154) , décembre 2011 .
 - * Ignacy Sachs, *Développement inclusif et travail décent pour tous*, N° (40/41) , mai 2007.
 - * Ignacy Sachs, *La crise : changer de cap.*, N° (101) , Octobre 2009.
 - * Ignacy Sachs, *Développement de la culture, culture du développement*, N° (20) , Janvier 2007.
-